

Sous la direction de
MATTHIEU NOUCHER et LAURENT POLIDORI

ATLAS CRITIQUE DE LA GUYANE



CNRS EDITIONS

Atlas critique de la Guyane

Sous la direction de
Matthieu Noucher et Laurent Polidori

Atlas critique de la Guyane

CNRS EDITIONS

Introduction

Pourquoi un atlas critique ?

Depuis plusieurs années, le succès éditorial des atlas est incontestable, traduisant à la fois le tournant spatial des sciences sociales et l'appétence croissante, bien au-delà du cercle des géographes, pour l'objet carte. À la fois « forme visuelle du savoir » et « forme savante du voir » selon l'expression de l'historien de l'art Georges Didi-Huberman (2011 : 13), l'atlas, comme forme visuelle de présentation de la connaissance, permet de recueillir « le morcellement du monde » (*op. cit.*). Mais l'atlas est aussi un objet présumptueux. Dans une démarche cumulative similaire à celle de l'encyclopédie, les prétentions de l'atlas visent, en effet, selon la formule de Christian Jacob (1992 : 97), « une autre forme de complétude que la mappemonde. La multiplication des cartes en fait le lieu d'archivage du savoir géographique d'une époque. Tout atlas est une somme ». Mieux encore que les cartes isolées, les atlas fournissent une représentation des conceptions politiques ou idéologiques d'une société ou d'une culture donnée en manifestant des choix significatifs : types de projection, cadrages de l'espace représenté, variétés linguistiques des légendes, sélections des toponymes, modalités des traitements statistiques, paramétrages des discrétisations, choix sémiologiques, granularités spatiales et temporelles des données, blancs de la carte, etc. Ainsi, non seulement les atlas sont les formes d'un savoir socialement construit, subjectif et idéologique, mais ils agissent sur la société en véhiculant des catégories particulières d'analyse du monde. Les atlas génèrent donc une autoréférentialité qui confère à leurs cartes, plus qu'aux cartographes, une véritable capacité d'enrôlement. La mise en ordre cartographique conduit ainsi à une mise en ordre sociale et politique de l'espace (Noucher *et al.*, 2019).

Fortes de ces constats, de multiples communautés de chercheurs questionnent depuis plusieurs décennies les usages sociaux des représentations cartographiques : pourquoi et comment différents types d'acteurs produisent-ils et utilisent-ils des cartes ? Dans quelle mesure les relations de pouvoir structurent-elles leurs modes d'élaboration et leurs

usages ? Qualifié par les géographes anglophones de *cartographie critique*, ce courant de recherche s'est développé dans les années 1990, dans la continuité des travaux précurseurs de Brian J. Harley dont le texte de référence « Deconstructing the map » est paru en 1989. Les nombreuses études menées depuis montrent dans quels contextes politiques et par quels processus sociaux les cartes sont produites et mobilisées, et dévoilent les intérêts, souvent implicites, qui se cachent derrière ces représentations. En prônant la déconstruction des cartes, cette approche a ouvert la voie à de nombreux travaux en géographie et plus généralement en sciences sociales. Dans une perspective souvent plus militante, des projets de cartographie participative ont également essayé de développer l'usage des cartes – et parfois aussi des techniques géo-numériques – dans des actions de démocratie participative. Cherchant alors à inverser le pouvoir des cartes, ces initiatives tentent de donner la voix à diverses minorités pour les accompagner dans la production de contre-cartes. Face à la cartographie conventionnelle, ces contre-cartographies proposent des contre-expertises en s'appuyant, par exemple, sur des « savoirs locaux ».

À travers ce projet d'atlas critique constitué d'une collection de cartes, graphiques, schémas et textes issus d'un collectif d'auteurs venus d'horizons variés, nous cherchons à mettre en lumière la diversité des imaginaires sociaux qui irriguent la fabrique cartographique des territoires. Considérant qu'une société se construit par la mise en dialogue de ses tensions plutôt que dans une vision synthétique qui évacuerait tout dissensus social, nous espérons que la confrontation des cartes proposées ici suscitera davantage de questions que de réponses et incitera ainsi à penser les espaces dans toute leur complexité. Ce faisant, un atlas critique n'est, selon notre acception, ni une photo à un instant « t » ni un tableau dressant la vérité du territoire telle qu'elle se présente au scientifique. Il s'agit plutôt, en multipliant les points de vue, de faire émerger les co-vérités¹ territoriales qui sont les produits d'autant d'interprétations. En effet, contrairement aux images acquises par satellite qui offriraient du territoire une vision objective, la carte est une œuvre de l'esprit qui résulte d'une interprétation. Ainsi, suggérer la réalisation d'un atlas critique c'est avant tout chercher à dépasser la monographie régionale en proposant plutôt, sur

une série de thèmes ciblés et sans prétention encyclopédique d'exhaustivité, des cartes multiples qui donnent à voir de façon dynamique et plurielle la complexité d'un territoire.

Pourquoi un atlas critique sur la Guyane ?

Les lignes directrices qui viennent d'être tracées pourraient potentiellement être expérimentées sur tout type de territoire à enjeux. Elles fournissent un cadre de référence que nous proposons de mettre à l'épreuve de la Guyane. La singularité de cet espace en pleine mutation et sa situation géographique témoignent des défis qui accompagnent toute ambition cartographique. L'étendue à couvrir, son faible taux d'occupation mais aussi les difficultés d'arpentage du massif amazonien ou son taux de couverture nuageuse élevé qui rend particulièrement délicates les prises de vue aériennes, en font un territoire rebelle aux méthodes classiques de cartographie. De plus, l'existence de désaccords politiques et culturels sur les messages à faire passer dans un atlas en raison d'une cohabitation d'acteurs ayant des visions très différentes, ainsi que les divergences de regards sur l'Histoire et la persistance de mythes géographiques - de l'Eldorado à nos jours - en font une région à forts enjeux pour qui s'intéresse à sa cartographie.

Si de grands récits cartographiques ont pu façonner une première lecture de son histoire², de multiples initiatives émergent ces dernières années : des géoportails institutionnels, des plates-formes scientifiques, des observatoires territoriaux, des projets de cartographie participative, des sites collaboratifs de partage des données... Les cartes officielles de l'État sont ainsi progressivement complétées, contournées, voire concurrencées par celles des communautés issues de la culture du "Libre" comme OpenStreetMap ou des multinationales de l'Internet comme Google mais aussi, localement, des opérateurs miniers, des associations de défense de l'environnement ou encore des représentants des peuples autochtones. Si cette profusion de « petites cartes »³ permet de mettre en lumière des points de vue contrastés, elle ne doit pas masquer, d'une part, des différentiels importants de visibilité et, *in fine*, d'autorité et, d'autre part, les nombreuses lacunes informationnelles qui demeurent. L'enjeu de cet atlas critique de la Guyane est alors d'identifier et de déconstruire les représentations

cartographiques dominantes, mais aussi de tenter de les compléter (et non de leur opposer) par d'autres représentations issues d'approches à la fois rigoureuses et alternatives pour offrir une vision kaléidoscopique de la Guyane qui en révèle toute la diversité.

Cette proposition éditoriale ne s'inscrit donc pas dans la lignée des atlas de la Guyane qui ont vu le jour depuis cinquante ans. Sorti en 1978, le quatrième opus de la collection des atlas des départements français d'outre-mer réalisée par le CEGET (CNRS / ORSTOM) fut le premier consacré à la Guyane. Dans un esprit et un format plus accessibles au grand public, paraît en 2000 la première édition de *l'Atlas Illustré de la Guyane* réalisé sous la direction de Jacques Barret. Sa dernière actualisation date d'une décennie (2008). L'objectif du présent atlas critique n'est pas de remplacer ou prolonger ces publications à visée encyclopédique mais de mettre en visibilité un état des connaissances sur la Guyane pour en faire ressortir à la fois la pluralité des points de vue qui cohabitent (parfois de manières complémentaires, parfois de manières contradictoires), mais aussi de mettre en exergue et de tenter d'interpréter les incertitudes qui demeurent.

Ces enjeux nous semblent particulièrement d'actualité tant la crise qui a éclaté en mars 2017 et a paralysé la Guyane pendant plus de deux mois amène à s'interroger sur sa situation, au sens politique comme au sens géographique du terme. Les revendications multiples du printemps 2017 autour du collectif *Pou Lagwiyann dékolé* ont notamment mis en lumière le besoin de mieux faire connaître et reconnaître ses spécificités et sa diversité, en particulier afin de sortir des schémas préconçus qui freinent toute initiative nouvelle. Les mythes cartographiques entretenus depuis des décennies ont leur part de responsabilité dans le maintien de ces schémas préconçus. Cet atlas critique de la Guyane se donne pour ambition de les déconstruire et de les mettre en dialogue avec des représentations plus diversifiées.

Interroger l'intentionnalité et la performativité des cartes

Nous proposons donc de mettre en débat quelques représentations (carto)graphiques dominantes de la Guyane : par leur déconstruction et leur reconstruction à partir d'autres méthodes de conception,

d'autres données, d'autres sémiologies, d'autres échelles, il s'agit à la fois d'essayer de dépasser les aprioris simplistes, de montrer une pluralité de points de vue et d'identifier les lacunes cartographiques encore nombreuses. Cet atlas a également pour vocation d'alimenter une réflexion épistémologique en travaillant sur de multiples exemples qui permettront d'illustrer les questions d'intentionnalité cartographique et de performativité des cartes qui sont au cœur de la recherche en cartographie critique.

Pour mener à bien ce double objectif - offrir une vision plurielle de la Guyane qui permette de déconstruire les représentations dominantes tout en stimulant une analyse critique du processus de production cartogra-



phique, cet ouvrage est organisé autour des grandes opérations de la fabrique cartographique. Le titre des chapitres reprend alors une idée de l'exposition "Cartes et figures de la Terre", présentée en 1980 au Centre Georges Pompidou à Paris sous la direction de Jean-Loup Rivière. Cette exposition a été l'un des moments clés de l'élargissement des recherches sur la cartographie. Son catalogue (Rivière, 1980) reste une référence rassemblant des approches - de géographes, de mathématiciens, de philosophes, d'historiens, d'écrivains, etc. - aussi diverses que complémentaires sur l'objet carte. Le cheminement alors proposé s'articulait autour de trois verbes à l'infinitif - Voyager, Relever, Décider -

indiquant par là même une pensée de la carte tournée vers l'action. C'est aussi une suite d'infinitifs que nous avons retenu ici pour structurer les 10 premiers chapitres de cet atlas critique afin de penser les cartes en actes : de leur fabrique (confiner, délimiter, détecter, collecter, nommer) à leur usage (mesurer, planifier, révéler, figer, relier). Chacun de ces « gestes cartographiques » (Besse et Tiberghien, 2017) permet alors d'aborder de multiples entrées thématiques sur le territoire guyanais : les frontières, le littoral, la forêt, les circulations, l'orpaillage, la toponymie, la topographie, le foncier, l'urbanisme, les relations géopolitiques, la biodiversité... Une fois de plus, l'ouvrage n'a aucune prétention encyclopédique et nombre d'autres thématiques importantes pour la Guyane (comme la santé, par exemple) auraient pu se prêter à cet exercice.

Chacun de ces dix chapitres est alors organisé en trois temps. Un premier cadrage théorique (sur fond vert) permet de souligner les enjeux méthodologiques, politiques ou épistémologiques des opérations cartographiques étudiées, au-delà du contexte guyanais. La double-page suivante (encadrée par un liseré vert) expose une déconstruction des cartes dominantes sur le sujet traité appliqué à la Guyane. On s'inspire ici du travail de Brian J. Harley qui, dans la continuité des analyses de Foucault et Derrida sur les mécanismes du pouvoir, propose d'aborder la cartographie comme un discours parmi d'autres, dont il faut comprendre la rhétorique et les intentions. Déconstruire la carte, c'est alors « contester la naturalité et l'innocence apparentes du monde tel qu'il est révélé par les cartes passées et présentes », c'est remettre en cause « sa prétendue autonomie en tant que mode de représentation » (1989 : 62), en mettant en lumière le contexte social, culturel et idéologique qui accompagne toute production cartographique. Enfin, toutes les pages suivantes (sans fond et sans liseré) offrent des commentaires critiques conduisant à des représentations alternatives aux cartes dominantes précédemment déconstruites. En partant des mêmes données ou de sources radicalement différentes, elles offrent des approches contrastées de sujets qui ne peuvent se limiter aux cartes qui font autorité, qu'elles soient issues de la sphère institutionnelle ou commerciale. Plusieurs auteurs s'attachent également à montrer la carte en situation. En analysant différentes modalités de production ou d'usage, ces contributions permettent alors d'aborder la performativité des cartes et leurs effets sur les imaginaires. Comme le souligne Julien Béziat (2014 : 8), la carte est « moins un reflet qu'un effet, mais elle est un effet qui a la prétention du reflet. Autrement dit, l'imagination se fonde dans un langage qui fait autorité, et qui, à force de conventions et d'habitudes du regard, fabrique des certitudes sur la manière d'être au monde et de le percevoir, et impose l'existence de l'espace cartographié ».

Les deux derniers chapitres « Imaginer, la Guyane par les cartes » et « Oublier, le blanc des cartes » interrogent la carte jusque dans la logique de ses suppositions ou de ses omissions. Ces derniers pas de côté permettent alors de pénétrer encore davantage dans les « coulisses du spectacle cartographique » (Desbois, 2018 : 321). Un cahier central incluant une

dizaine de notices biographiques vient compléter l'ensemble. En mettant en avant les « faiseurs de cartes » (Bord et Meschinot de Richemond, 2018) qui ont participé à l'histoire de la cartographie de la Guyane, on souhaite réintroduire le cartographe comme une figure importante pour comprendre les choix, les intentionnalités, les décisions qui à chaque époque auront marqué des cartes. Certaines font encore autorité aujourd'hui. Enfin, pour ne pas conclure, quatre auteurs proposent une lecture distanciée de l'ouvrage permettant à la fois de faire preuve de réflexivité par rapport à la démarche engagée et d'ouvrir des perspectives que nous espérons stimulantes !

Une lecture transversale de l'atlas devrait ainsi permettre, d'une part, d'initier un ensemble de réflexions critiques sur la fine mécanique de la production cartographique ; d'autre part, l'ensemble offrira une vision inédite et diversifiée de la Guyane et devrait ouvrir un horizon plus large que les grands récits cartographiques univoques d'antan. Pour ce faire, ce projet éditorial repose sur un collectif d'auteurs qui, par la diversité de leurs trajectoires personnelles et de leur relation à la Guyane, offre une lecture plurielle du territoire. Géographe, urbaniste, politologue, historien, sociologue, anthropologue, linguiste, ethnobotaniste, écologue, botaniste, physicien, géomorphologue, archéologue, philosophe, juriste, issus en grande partie, mais pas uniquement, de la sphère académique, habitant la Guyane, le Brésil, le Suriname, les Antilles, la Réunion, l'Hexagone, le Canada ou la Norvège, près de quatre-vingt auteurs ont participé à cette écriture collective. Ils étaient accompagnés de cinq cartographes qui ont su conjuguer leur savoir-faire technique et leur sens de la communication graphique pour mettre en cartes les messages des auteurs. Cette diversité des contributions permet d'envisager une géographie plurielle, une polyphonie assumée⁴ issue d'une volonté de proposer un récit non linéaire qui ne gomme ni les points de vue ni les conflits d'interprétation. Chaque représentation (carto)graphique est ainsi commentée dans une double optique : expliciter les choix méthodologiques et entrer en dialogue avec les autres représentations (dominantes ou alternatives) proposées pour chaque thème. De ce dialogue de cartes nous espérons premièrement, désacraliser les représenta-

tions dominantes en incitant le lecteur à y porter un regard distancié ; et, deuxièmement, susciter, pour quoi pas, des vocations nouvelles qui permettraient, à terme, d'enrichir cette pluralité de points de vue... car en reprenant la formule de Georges Didi-Huberman (*op. cit.*), cet atlas critique de la Guyane est avant tout conçu comme : « un outil, non pas de l'épuisement logique des possibilités données, mais de l'inépuisable ouverture aux possibles non encore donnés ».

1 Nous empruntons cette notion à Nicolas Bouleau (2004). Partant du constat qu'un modèle élaboré avec soin est très difficile à "défaire" car ses hypothèses implicites et ses non-dits sont souvent complexes à déconstruire voire tout simplement à déceler, il propose la « modélisation critique » autrement dit la conception de plusieurs modèles pour faire émerger, autour de chaque phénomène étudié, des "co-vérités".

2 En témoigne, par exemple, l'ouvrage dirigé par F. Dupuy, Les Arpenteurs des confins. Explorateurs de l'intérieur de la Guyane (1720 - 1860) publié en 2012 aux Éditions CTHS.

3 Cette expression est utilisée pour marquer les ruptures techniques, historiques et politiques qui sont associées aux nouveaux modes de fabrication cartographique qui émergent depuis 15 ans avec le développement des usages des cartes sur le Web (Noucher, 2017)

4 Si cette polyphonie passe par différentes formes de cartes, elle peut aussi se percevoir dans les différents formes d'écriture qui jalonnent l'ouvrage. Certains toponymes pouvant s'écrire de plusieurs façons différentes (Surinam ou Suriname, par exemple), certains auteurs souhaitant utiliser ou non l'écriture inclusive, nous avons délibérément choisi de ne pas harmoniser l'ensemble.

Aperçu historique

Dans les Amériques, deux grandes forces inégales ont joué dans le peuplement et l'organisation de l'espace : d'une part, celles des peuples autochtones organisant l'espace en fonction des commandements de leurs cultures, d'autre part, celles d'États européens en quête de puissance, qui ont entrepris la colonisation des terres du continent. Au cours des deux premiers siècles de la colonisation européenne (fin du XV^e et première moitié du XVII^e), les États qui y sont engagés supplantent les peuples amérindiens, au profit de leur souveraineté, impliquant l'exploitation des ressources, par le moyen d'un peuplement d'hommes et de femmes, de toutes conditions, venus d'Europe, et d'Africains réduits en esclavage.

Au regard des enjeux de la colonisation, une population insuffisante et clairsemée

Le peuplement et l'organisation de l'espace de la Guyane française se situe dans ce schéma général, en enregistrant toutefois les données démographiques qui lui sont propres.

Des débuts du XVII^e jusqu'aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale, en dépit d'entreprises réitérées de peuplement, la population considérée comme utile à la colonisation française est demeurée insuffisante et clairsemée. Au premier recensement réalisé par l'INSEE en 1946, la Guyane ne compte, toutes populations confondues, que 28 506 habitants. Ce qui en fait le pays le moins densément peuplé de toutes les Amériques.

Ce peuplement, jugé insuffisant, laisse alors toute latitude aux peuples amérindiens et aux peuples « Noirs marrons » de connaître, essentiellement dans l'intérieur du territoire, une vie collective relativement autonome, au regard de l'emprise administrative de l'État français. Les faibles effectifs des populations s'accroissent en effet d'une organisation différenciée de la zone littorale et de l'espace intérieur.

Au temps du système esclavagiste (du milieu du XVII^e à 1848), le littoral est le lieu de l'implantation des habitations (de la basse vallée de l'Oyapock à celle de la Mana), et du chef-lieu de la colonie qu'est la ville de Cayenne. Au temps de la ruée vers l'or (1880-1939), le littoral accueille les bourgs (Régina et Mana) qui polarisent les vallées aurifères de l'Oyapock, de l'Approuague, de la Comté, du Sinnamary et de la Mana. C'est également sur le Littoral que l'administration pénitentiaire a pris ses marques (aux Îles du Salut, à Cayenne, Kourou et Saint-Laurent du Ma-

roni) au cours de la seconde moitié du XIX^e, jusqu'à la suppression effective du bagne après la Seconde Guerre mondiale.

À l'exception du temps remarquable de la ruée vers l'or, où il est parcouru par des milliers de chercheurs d'or exploitant des placers sur les crêtes des vallées de l'Oyapock au Maroni, l'intérieur est essentiellement le lieu de vie des peuples amérindiens et des peuples « Noirs marrons ». Là, le long des voies de communication que sont les fleuves, des Amérindiens, sur l'Oyapock et le haut Maroni, et des « Noirs marrons », sur le Lawa, ont installé des villages comprenant des espaces où l'on pratique la culture itinérante sur brûlis (le manioc y domine), ainsi que la pêche et la chasse.

Le département, l'explosion démographique et l'insuffisance des équipements

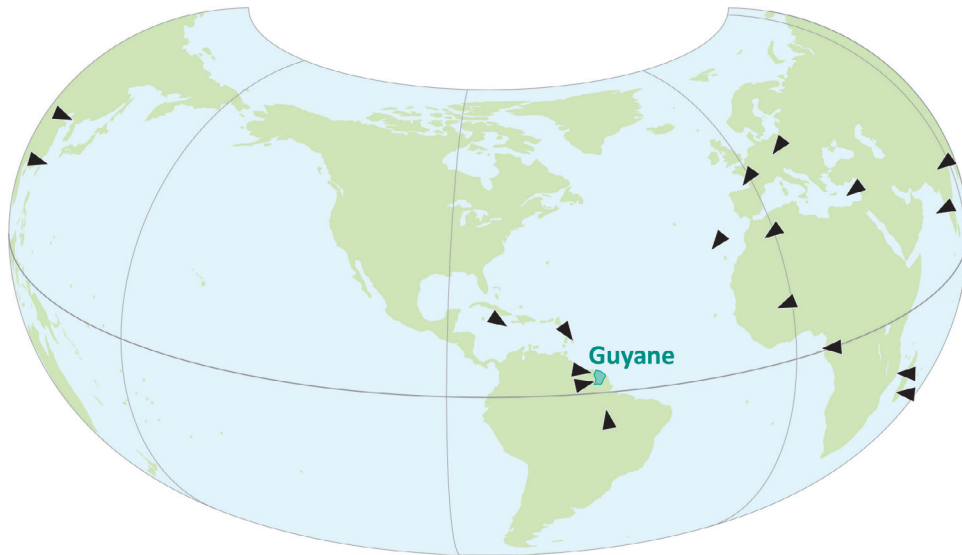
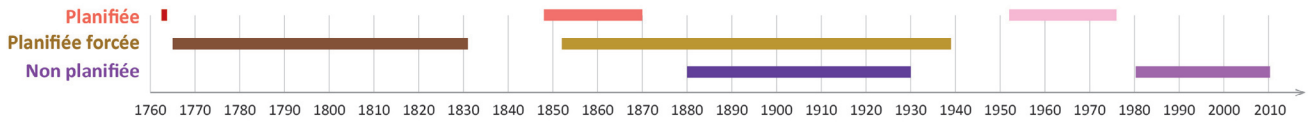
La revendication de l'intégration à la nation française, défendue durant plus d'un demi-siècle (1880-1946) par les représentants élus de la population, débouche sur l'adoption de la loi du 19 mars 1946, « érigeant » la colonie de la Guyane en département de la République française.

Les premiers plans de développement (1947-1957) cherchent, sans succès, à doter le nouveau département d'un appareil de production. En revanche, il est pourvu de services publics sans commune mesure avec ceux qui existaient au temps de la colonie. Ce qui contribue grandement à l'amélioration des conditions de vie de l'ensemble de la population. La mortalité élevée, qui avait valu au pays la réputation d'un mouroir, baisse de manière très significative. Les obstacles au peuplement de la Guyane sont désormais levés.

Lorsque commencent la construction du Centre spatial guyanais (CSG), à partir de 1965, puis son fonctionnement, des milliers de migrants arrivent en Guyane pour répondre aux besoins en main-d'œuvre du CSG, et occuper les emplois créés dans les activités induites (agriculture, BTP, pêche, services marchands et non marchands). Il s'en suit une extraordinaire croissance démographique. En un peu plus d'un demi-siècle, le nombre d'habitants de la Guyane a été ainsi multiplié pratiquement par huit, passant de 33 295 (1961) à 262 381 (2018), sous le double effet d'une croissance naturelle élevée et, à l'échelle démographique du pays, de puissants mouvements migratoires.

Les données démographiques, économiques et cultu-

Type d'immigration de 1760 à nos jours



Immigration planifiée



Immigration planifiée forcée



Immigration non planifiée



Nombre de personnes

- Moins de 2 500 personnes
- De 2 500 à 5 000 personnes
- De 5 000 à 10 000 personnes
- De 10 000 à 20 000 personnes
- De 20 000 à 40 000 personnes
- De 40 000 à 80 000 personnes

Périodes

- 1763-1764 Géopolitique, colonisation, développement agricole
- 1848-1870 Relance de l'économie de plantation après l'abolition
- 1952-1976 Relance du secteur productif
- 1765-1831 Esclavage (Africains)
- 1852-1939 Géopolitique, transportation, déportation
- 1880-1930 Ruées aurifères, géopolitique
- Depuis 1980 Attractivité attachée au progrès, crises socio-économiques dans les États proches

Source : adapté de Frédéric Piantoni, Migrants en Guyane, Actes Sud (2012), p.14, sur la base des travaux de Abonnenc (1948, 1949), Cardoso (1999), Horatius-Clovis (2009), Jolivet (1982), Mam-Lam-Fouck (1996), Piantoni (2002, 2009), Singaravelou (1994).

Réalisation : O. Pissoat

relles du pays en sont bouleversées, non sans tensions sociales devant la complexité de la prise en charge des migrants. Néanmoins le pays est resté à l'abri de crises politiques majeures. Trois raisons l'expliquent notamment. En premier lieu, dans l'imaginaire collectif des décideurs et de nombre de Guyanais, le développement de la Guyane ne peut être envisagé sans une immigration contrôlée. En second lieu, est admise par tous la contribution des migrants à l'expansion des nouvelles activités économiques du pays. Par ailleurs, l'accueil et l'insertion des migrants de la seconde moitié du XX^e ont été largement facilités par leur installation dans les régions qui étaient à la recherche de travailleurs : en grand nombre comme la ville nouvelle de Kourou, ou plus modestement comme l'est qui a accueilli des Brésiliens, la région de Roura (Cacao) et de Mana (Javouhey) des Hmong, celle de Montsinéry-Tonnégrande des Haïtiens, l'Ouest des Surinamiens, en particulier à Saint-Laurent du Maroni, à Mana et à Awala Yalimapo.

Les migrations récentes (1965-2015) ont modifié de manière significative la composition de la population. Retenons ici l'un de leurs effets remarquables. Les nouveaux habitants de la Guyane ont accentué une pluriculturalité qui était, depuis les débuts de la colonisation, l'un des traits majeurs de la société guyanaise. Aux groupes humains culturellement différenciés – comme les peuples autochtones, les Bushinengués, les Créoles, les Métropolitains, les Saint-luciens, les Chinois, les Indonésiens, les Syriens et des libanais – qui, lors des grandes migrations récentes, ont grossi, se sont adjoints de nouveaux groupes socioculturels, comme celui des Brésiliens, des Haïtiens, des Hmong, des Dominicains, des Africains, et des Sud-Américains hispanophones, pour ne citer que les groupes les plus nombreux.

La pluriculturalité marque non seulement la vie quotidienne des Guyanais dans ses expressions linguistiques et artistiques, mais elle donne également à des régions du pays des traits culturellement identifiés. Ainsi, dans l'Est, la région frontalière avec le Brésil, de Saint-Georges à Régina, des Brésiliens installés ou faisant le va-et-vient donnent le ton à la vie quotidienne, à l'Ouest et dans la moyenne et basse vallée du Maroni, ce sont les cultures bushinenguées qui animent la région, dans les communes de Roura (Cacao) et de Mana (Javouhey) les Hmong marquent de leur empreinte le paysage agricole et culturel. Quant aux peuples autochtones, qui, avant que ne survienne la colonisation, étendaient leur souveraineté à l'ensemble

du territoire, ils vivent notamment sur le haut Maroni et le haut Oyapock, et dans la commune d'Awala-Yalimapo. Pour leur part, les villes de Cayenne, de Kourou et de Saint-Laurent du Maroni abritent des hommes et des femmes de toutes les « communautés », pour reprendre le mot en usage en Guyane pour désigner ceux qui en font la diversité culturelle.

Comme les habitants du Plateau des Guyanes, en particulier ceux du Guyana et du Surinam, les Guyanais – qui ont une expérience séculaire de la vie en société plurielle – vivent la pluriculturalité comme un élément constitutif de leur histoire et de leur identité, notamment depuis la communalisation de 1969 qui a ouvert, à tous les habitants, les mêmes droits et les mêmes devoirs. Néanmoins la Constitution française, qui ne reconnaît pas l'existence de communautés, ordonne les politiques publiques, en particulier en matière de cohésion sociale.

Dans cette société guyanaise en construction, les décideurs jouent en effet des identités emboîtées qui s'y affirment, pour développer à la fois le sentiment d'appartenance à la Guyane et à la nation française, lorsqu'est abordée la question de la cohésion sociale par l'État comme par les collectivités territoriales, en l'occurrence la Collectivité territoriale de la Guyane (CTG) et les municipalités, ainsi que par les chambres consulaires, les Églises et les associations.

C'est notamment le sentiment d'appartenance à la nation française qui a poussé dans la rue des milliers de Guyanais, lors des événements de mars-avril 2017. La revendication unanime du respect de l'égalité républicaine est d'autant plus vive que la Guyane souffre d'un niveau d'équipement du territoire en moyens de santé, de scolarisation, de communication et de production, qui est loin de la référence métropolitaine que les Guyanais ont à l'esprit.

Pour conclure cette rapide évocation de l'histoire du peuplement et de l'organisation du territoire, disons, à titre d'exemple, l'état des communications dans l'Intérieur. En dépit de la création de communes (Camopi, Saül, Maripasoula, Grand-Santi, Papaïchton, Apatou), de l'implantation du Parc amazonien de Guyane, de l'existence d'entreprises exploitant les gisements d'or, et de l'activité des orpailleurs clandestins, les communications y sont lentes et coûteuses, souvent réduites à leur plus simple expression, comme l'usage de pirogues mues par des moteurs hors-bord, pour le transport des personnes comme pour celui des marchandises.

Aperçu géographique

La Guyane française est un territoire d'environ 84 000 km² situé sur la côte nord de l'Amérique du Sud, séparé du Suriname par le Maroni et du Brésil par l'Oyapock et par la limite hydrographique du bassin amazonien.

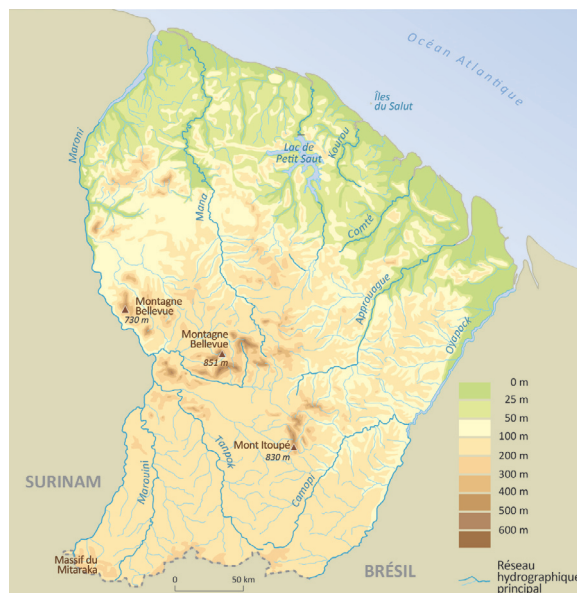
Le voyageur qui arrive en Guyane en survolant l'océan ne peut qu'être intrigué, en jetant un œil par le hublot, par le brusque changement de couleur de la mer à l'approche du rivage. L'eau est de plus en plus boueuse mais cette progression n'est pas régulière : les effluves turbides sont charriées par la houle, soulevées par la marée, augmentées par le panache des fleuves, lacérées par les courants côtiers. Ce qui donne des motifs imprévisibles dont seul l'œil du satellite permet d'admirer l'extraordinaire complexité. Ce phénomène spectaculaire s'explique par la présence toute proche de l'estuaire de l'Amazonie, dont les alluvions sont transportées par les courants marins le long des côtes brésiliennes vers la Guyane où elles forment de gigantesques bancs de vase.

Sur ce littoral baigné d'eaux boueuses et qui s'étend sur 300 km entre les deux fleuves frontaliers, émergent deux promontoires rocheux où sont construits les deux principaux centres urbains de la Guyane : Cayenne et Kourou. Ailleurs, c'est une plaine humide qui se déploie derrière un rideau de mangrove. A l'est de Cayenne, de part et d'autre de l'estuaire de l'Approuague, le Marais de Kaw et la Pointe Béhague constituent un vaste marécage qui abrite une étonnante biodiversité, le caïman noir constituant l'espèce animale la plus emblématique. À l'ouest, le littoral est stabilisé par une digue naturelle : le cordon holocène, séparé de l'océan par une bande de savane plus ou moins large, tantôt restée à l'état de « pripi » sauvage, tantôt aménagée pour la riziculture (Mana) ou pour le lancement de véhicules spatiaux (Kourou). La route nationale suit le plus souvent cet axe naturel, traversant en amont de leurs estuaires, sur des ponts, des rivières qui portent le même nom que les agglomérations qui y sont installées : Cayenne, Kourou, Sinnamary, Iracoubo, Mana. Longtemps limitée à Saint-Laurent du Maroni vers l'ouest et à Régina vers l'est, cette route a été prolongée jusqu'à Apatou et à Saint-Georges de l'Oyapock, respectivement.

C'est sur cette plaine étroite que se concentre l'essentiel de la population et de l'activité économique notamment le Centre spatial guyanais. Au-delà, le socle précambrien commence avec les premiers escarpements et déploie ses collines jusqu'au sud de la Guyane et au-delà des frontières : ce sont les reliefs anciens du Plateau des Guyanes, et s'ils culminent à près de 3000 m aux confins du Venezuela et du Brésil, la Guyane n'offre qu'un motif répété de collines qui excèdent rarement 200 m et d'où émergent çà et là des inselbergs n'atteignant pas 1000 m. Ce relief peu élevé mais très accidenté est sillonné de crêtes sinueuses qui se rejoignent

pour former des fleuves parallèles au cours sud-nord. Depuis la plaine littorale, en l'absence de routes, ces fleuves sont les seules voies de pénétration vers l'intérieur du territoire guyanais, mais de nombreux sauts font obstacle à la navigation, en particulier en saison sèche, ne laissant passer que de petites embarcations pilotées par des piroguiers expérimentés, ce qui limite considérablement le peuplement de la Guyane, le développement d'une activité économique et le tourisme qui exploite peu le potentiel du territoire.

Contrairement à la mangrove du littoral, la forêt de terre ferme est une des plus hétérogènes au monde. On y retrouve l'extrême biodiversité qui caractérise l'écosystème amazonien, avec une faune abondante et bruyante dans la pénombre des sous-bois et dans les denses feuillages de la canopée à 40 mètres au-dessus du sol. La chute d'un grand arbre ouvre parfois une trouée de lumière où la forêt reprend son souffle. Gérée au nord par l'Office national des forêts (ONF), protégée au sud par le Parc amazonien de Guyane (PAG), la forêt recouvre un sous-sol dont la richesse en minerais stimule notamment une exploitation aurifère désordonnée aux impacts



Topographie de la Guyane.

Fond de carte :
adapté de Ph. Rekaewicz
Réalisation : O. Pissot.

écologiques considérables. En amont de Sinnamary, le barrage de Petit-Saut constitue un vaste réservoir au cœur de la forêt pour la production d'énergie électrique.

Le climat de la Guyane est équatorial, c'est-à-dire chaud et humide. Avec des précipitations annuelles qui varient de 2000 mm (estuaire du Maroni) à 4000 mm (montagne de Kaw), il est dans l'ensemble très humide avec l'alternance d'une saison des pluies (janvier à juillet, interrompue par un bref épisode sec en février-mars) et d'une saison relativement sèche (août à décembre).

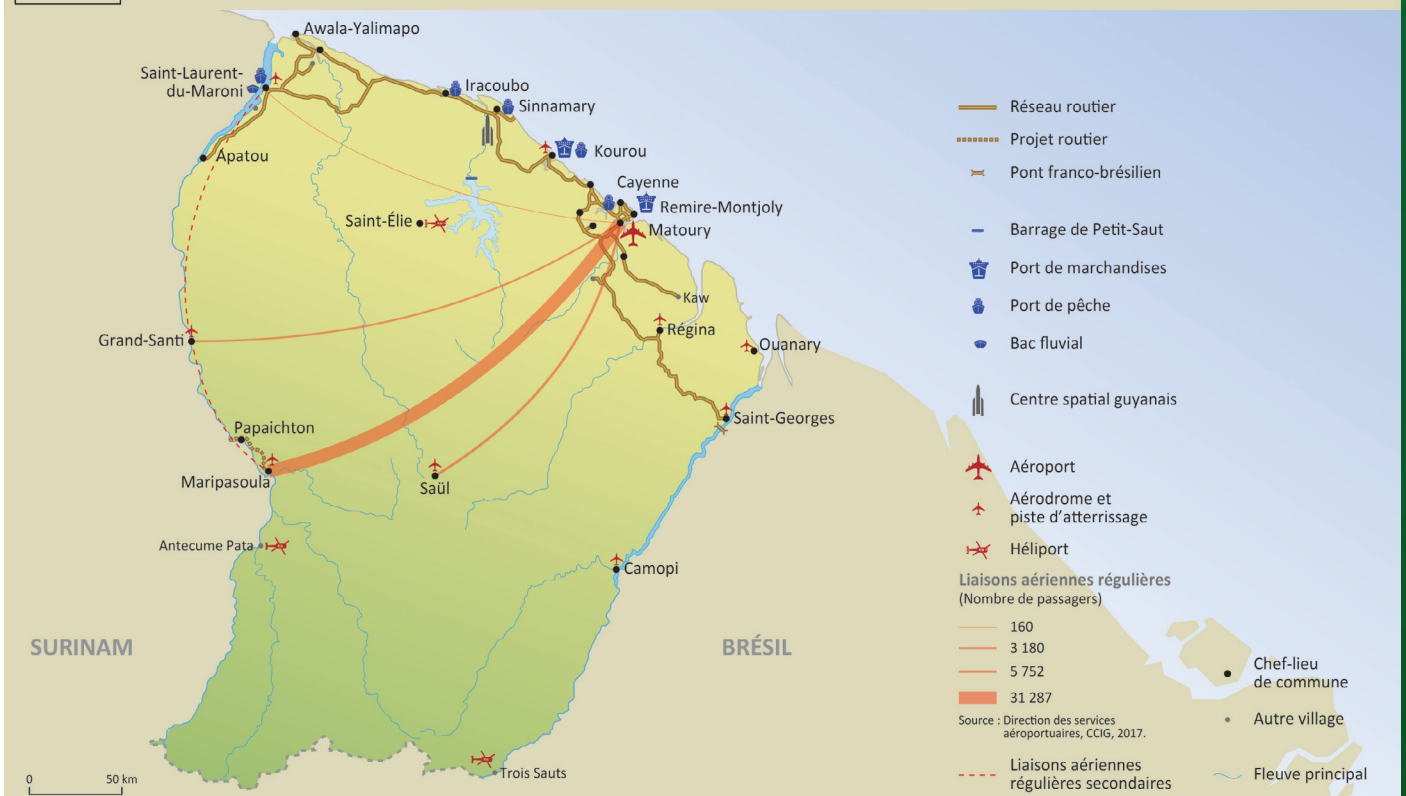
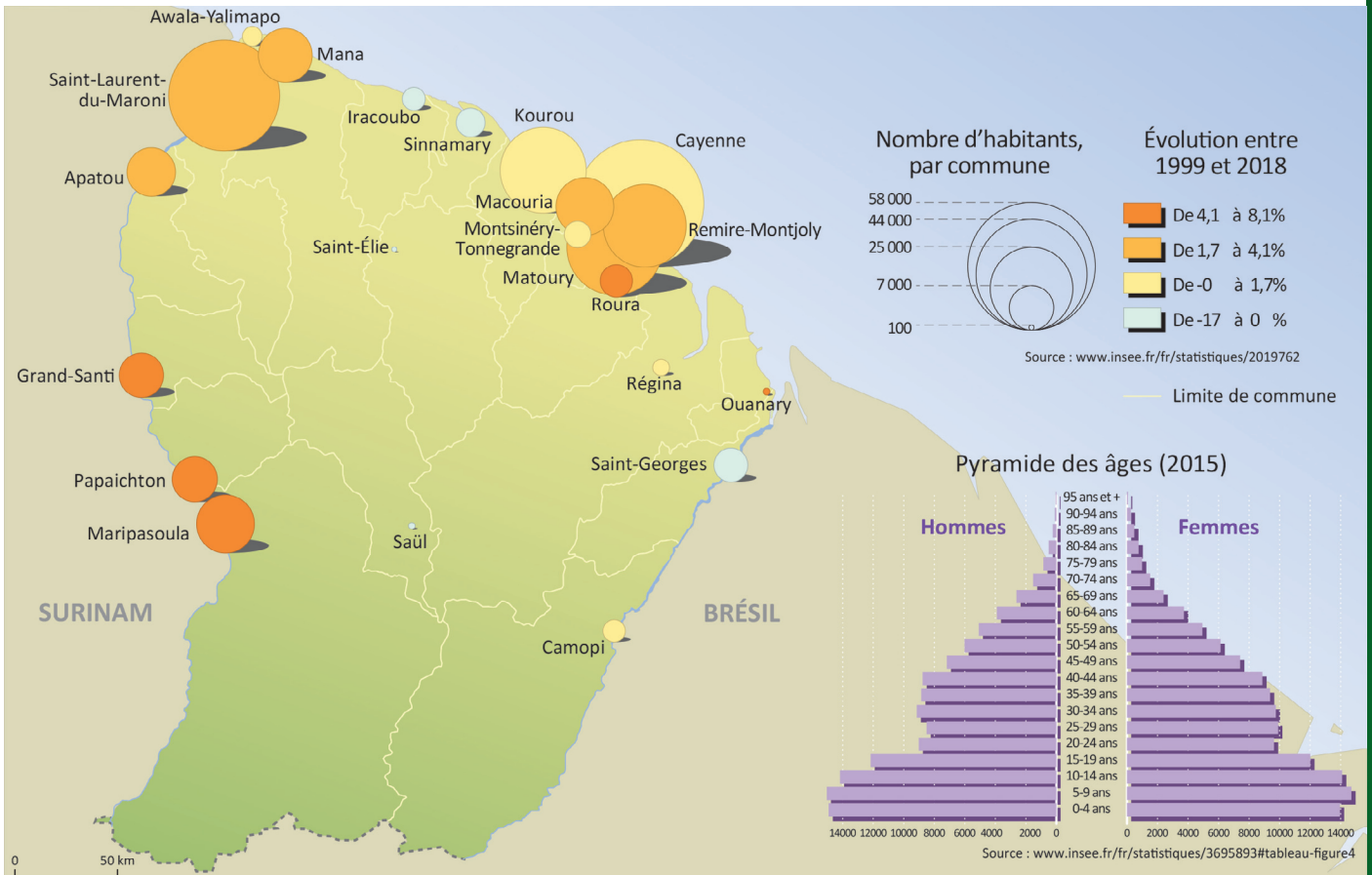
Dans cet environnement où une nature exubérante connaît des évolutions incessantes, notamment sur le littoral, le peuplement et l'urbanisation restent très limités, de même que l'activité agricole et industrielle. Pourtant, la pression démographique suscite un accroissement rapide des zones urbaines, tout à l'horizontale y compris vers des terres inondables ou instables, prenant de vitesse tous les efforts de planification. Si avec 262 000 habitants, en 2018, la Guyane est la région française la moins peuplée après Mayotte, elle est, en revanche, celle où la population croît le plus rapidement (2,4 % en moyenne, contre 0,5 % dans l'Hexagone) : les Guyanais sont deux fois plus nombreux qu'en 1990. Ainsi, en termes démographiques, la Guyane présente les caractéristiques d'un pays en voie de développement avec plus de 3,5 enfants par femme et 43 % de la population qui a moins de 20 ans (INSEE, 2015).

Cet accroissement de la population suscite des déplacements sur des routes engorgées de véhicules particuliers et des besoins accrus en eau et en énergie tandis que les services publics restent sous-dimensionnés avec, par exemple, un accès insuffisant à l'eau potable et une offre de soins très faible (en nombre de médecins et en distance aux services d'urgence alors que la Guyane est très touchée par la dengue, le chikungunya et le virus zika, qui nécessitent une prise en charge médicale importante). En revanche, la consommation ne faiblit pas et les zones commerciales se répandent en imperméabilisant le sol de la périphérie des villes. Pourtant la vie est chère en Guyane : les prix à la consommation y sont supérieurs de près de 12 % à ceux de la métropole (INSEE, 2015).

La population guyanaise se caractérise également par sa précarité, surtout chez les jeunes, supérieure à celle observée en métropole, avec un PIB par

habitant deux fois plus faible, quatre fois plus de bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) et plus de 22 % de chômeurs. L'espérance de vie y est similaire à celle de la France, nettement supérieure à celle des pays voisins bien que certaines causes de décès y soient surreprésentées comme la mortalité infantile et la mortalité liée au VIH. Les vagues de suicides de jeunes amérindiens constituent également un véritable fléau, tandis que la violence est beaucoup plus importante qu'en métropole, notamment les homicides. En raison de cette situation, l'Indice de développement humain (IDH), qui complète le PIB par habitant par des critères sociaux comme l'espérance de vie à la naissance et le niveau d'éducation, classe la Guyane au 73^{ème} rang mondial, légèrement mieux que ses voisins.

Ces statistiques ne donnent qu'une vision synthétisée et partielle d'un territoire qui reste très mal connu, ce qui ne favorise pas son exploitation ni les actions en faveur de la sécurité, de la santé ou de la protection de l'environnement. Les techniques de cartographie échouent à relever des paysages dont le sol est dissimulé par la couverture nuageuse et la forêt. Ces difficultés conduisent à une cartographie de qualité très dégradée et sont à l'origine de controverses sur la définition des frontières internationales et d'une superficie largement surestimée (longtemps tenue pour être supérieure à 90 000 km²). Si les deux fleuves frontaliers sont stables et propices à une définition claire des frontières, en revanche la complexité du réseau hydrographique interdit au sud l'identification d'une ligne de partage des eaux, tandis que le littoral peut avancer ou reculer de plusieurs kilomètres entre la mesure et la publication de la carte en raison de phénomènes périodiques d'érosion et de sédimentation. Et si la géométrie du territoire reste très partielle, la connaissance du milieu naturel est tout aussi incertaine, les collectes sporadiques conduisant à des inventaires très incomplets, tandis que les recensements démographiques se heurtent à l'instabilité du peuplement et aux situations de clandestinité. Cet espace mal connu n'est-il pas propice à une cartographie douteuse, où les erreurs innocentes alternent avec l'expression d'une vision partielle du territoire ?



En haut : **Population en 2018**. En dessous : **Principales infrastructures**.
Fond de carte : adapté de Ph. Rekaewicz. Réalisation : O. Pissot.

Chapitre 1

Confiner, Le fond de carte

Commençons par interroger les mises en page cartographique qui **confinent** la Guyane différemment en fonction du message que le cartographe souhaite faire passer. La juxtaposition de **fonds de carte** différents qui associent la Guyane à une île, à une région géomorphologique, au continent sud-américain, aux Caraïbes, à l'Europe ou à la France permet de confronter des visions du monde qui ne sont pas toujours compatibles.

Le fond de carte, arme de contextualisation géographique

Par exemple, en suivant le sens d'écoulement d'un cours d'eau plutôt que le nord géographique ou magnétique...

Le premier geste du cartographe consiste à créer un fond de carte ou à le reproduire car la cartographie est aussi l'art du recyclage ! Support graphique, le fond de carte a souvent un statut paradoxal : il a un rôle majeur puisqu'il va contraindre toute la suite des opérations mais peut aussi être considéré comme un impensé, tant sa duplication est commune et trop rarement interrogée.

Pourtant toute entreprise cartographique commence par l'instauration d'un lieu, par sa circonscription *via* la mise en place d'un fond de base. Faire carte, c'est d'abord confiner graphiquement un territoire. Comme verbe transitif direct, confiner est synonyme d'enfermer, traduisant la façon dont on force quelqu'un ou quelque chose à rester à l'écart, dans un espace limité. En cartographie, le fond de carte remplit cette fonction en fixant le « contenant de l'information géographique représentée » (Lambert et Zanin, 2016). Imposant une projection cartographique, une orientation, un cadrage et une échelle, le confinement graphique induit par l'acte cartographique s'avère donc lourd de sens : il est le premier vecteur de contextualisation géographique, avant tout autre traitement.

La **projection** cartographique est l'opération mathématique consistant à établir une correspondance entre les points de la surface terrestre et le plan de la carte. Ce passage obligé n'est pas sans conséquences puisque toute projection génère des altérations. Il est alors essentiel de comprendre que ces dilatations ne sont pas des « déformations » mais de véritables « constructions » (Lévy, 2013). Toute carte construisant l'espace qu'elle représente, les systèmes de projection participent à ce processus en étant bien plus qu'une simple formule mathématique.

L'**orientation** du fond de carte résulte d'une décision tout aussi importante. Se repérer par rapport au nord n'a rien d'obligatoire. Il est parfois bien plus judicieux de dépayser le regard ou de s'attacher aux pratiques spatiales des habitants des territoires représentés, en bref de proposer d'autres options.

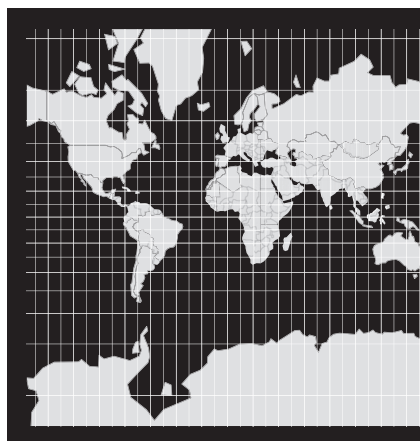
Le **cadrage** est, comme en photographie, essentiel : il va distinguer un centre, une périphérie et faire l'impasse sur tout ce qui devient *hors-champ*. La couverture territoriale de la carte est loin d'être neutre car les raisonnements géographiques sont toujours conditionnés par la taille de l'espace considéré (Lacoste, 1976). Faisant écho à Foucault (1975/1993, p. 166) qui soulignait que « la discipline parfois exige la clôture », le cadrage fait figure de contrainte disciplinaire. La cartographie réclame en effet le dessin d'une ligne fondatrice – une emprise géographique – qui, à peine tracée, forme déjà une clôture.

L'**échelle** enfin est un choix, associé au format du support, qui va guider l'effort de généralisation du fond de carte, c'est-à-dire la simplification du tracé que va devoir effectuer le cartographe, sans cesse en train d'arbitrer entre précision géométrique et lisibilité des contours. En décidant d'un fond, le cartographe met alors en avant une échelle spécifique, autrement dit un rapport de réduction privilégié d'analyse du monde.

La projection cartographique, l'orientation, le cadrage et l'échelle constituent donc la matrice du fond de carte. Son élaboration est une succession de choix qui donne à voir la *situation géographique* d'un territoire en définissant graphiquement sa localisation relative dans l'espace. Mais, alors que l'emplacement d'un lieu est strictement déterminé par ses coordonnées géographiques, sa situation renvoie à sa position par rapport à d'autres lieux semblables ou complémentaires (Elissalde, 2005). La situation géographique est ainsi une notion relative qui peut varier dans le temps. Les fonds de carte sont à ce titre éminemment politiques (Monmonier, 2004). Ils deviennent déterminants dès lors qu'il s'agit de formater notre vision de situations qui peuvent être qualifiées – pour un même territoire mais selon les thématiques, les périodes historiques ou les auteurs – de situations de contact, de passage, centrale, marginale, périphérique voire ultra... périphérique. ●

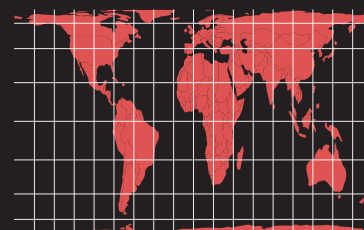
La Guyane projetée : quelle distorsion choisir ?

Depuis des siècles, les cartographes inventent des formules mathématiques pour projeter les masses continentales sur une surface plane. La principale difficulté est alors de choisir entre des projections dites conformes, qui conservent les angles et les formes, et des projections dites équivalentes, qui conservent les surfaces. La projection conforme de Mercator, présentée ci-dessous, s'est progressivement imposée jusqu'à devenir le modèle dominant. Appréciée des marins pour la navigation, elle a, pendant longtemps, été utilisée dans Google Maps.



Mais la projection de Mercator a aussi été dénoncée : exagérant énormément les surfaces en particulier dans les hautes latitudes, elle donne, en effet, une idée erronée des différentes régions du monde. C'est ainsi que la projection Gall-Peters est apparue en 1974 pour tenter de contrer les distorsions de Mercator en prenant en compte la taille réelle des continents. La projection de Bonne, en forme de cœur, est équivalente mais non conforme. Avec la projection Eckert II, les pôles sont représentés sous forme de lignes, chacune de la moitié de la longueur de l'équateur. Autre exemple, la projection azimutale équivalente de Lambert propose une représentation de l'ensemble de la surface terrestre sur un disque, ici centrée sur le pôle Nord. Toutes ces déformations ne sont pas sans impact lorsqu'il s'agit de représenter les contours de la Guyane. Leur superposition permet d'apprécier les distorsions et *in fine*, le caractère construit de toute projection cartographique.

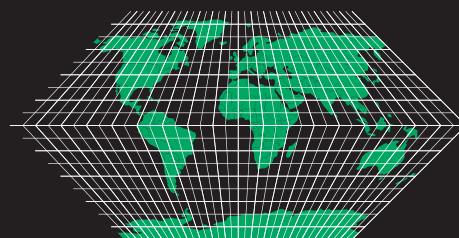
Projection Gall-Peters



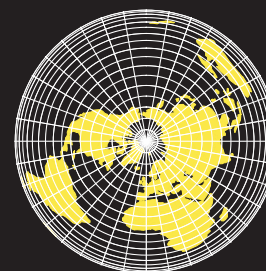
Projection de Bonne

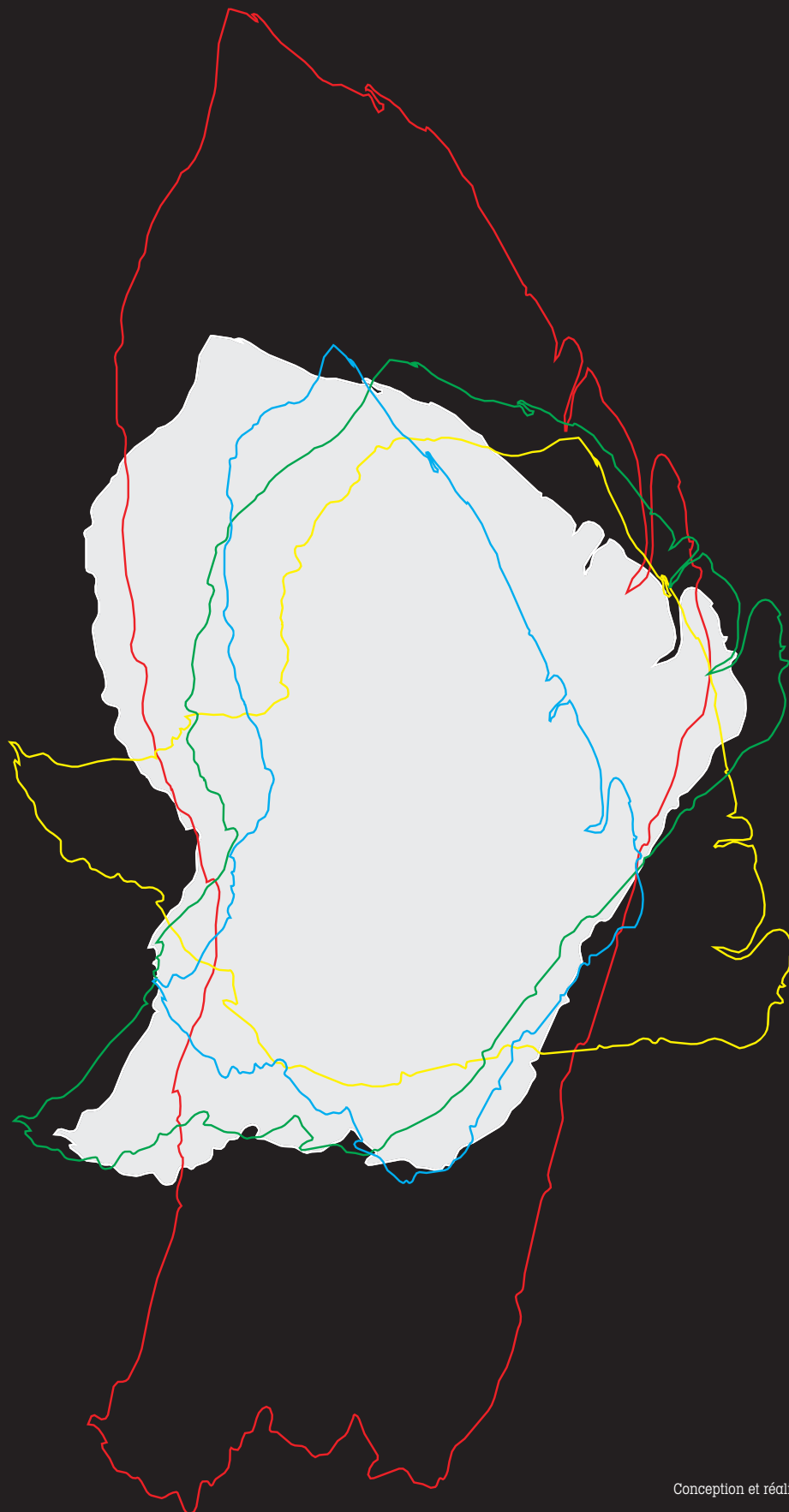


Projection Eckert II



Projection Azimutale
Équivalente de Lambert





La Guyane marginalisée : l'ultrapériphérie vue de l'Europe

L'ultrapériphérie, une modalité d'assignation

Depuis le traité de Maastricht la Guyane est l'une des neuf « Régions ultrapériphériques » (RUP) de l'Union européenne (UE). Par cette dénomination, l'institution communautaire renvoie à un certain ordre de représentations, à commencer par sa centralité institutionnelle et continentale vis-à-vis de territoires « politiquement européens » mais géographiquement situés « en dehors ». Traduit par les représentations cartographiques satellisant la Guyane et autres RUP, l'*ultrapériphérie* révèle aussi des écarts de situations, autres que géographiques, entre le centre européen et ces territoires. Pour l'Union, ces derniers sont notamment caractérisés par des « contraintes » spécifiques (climatiques, sociales, économiques...) les empêchant de rejoindre le niveau de développement du reste de l'UE. Aux prises avec d'importants « handicaps structurels » et une situation démographique exceptionnelle, la Guyane se voit ainsi reléguée au rang des régions les moins riches de l'Union.

En cela, l'assignation « ultrapériphérique » fait écho aux travaux des géographes qui analysent les rapports entre le centre et la périphérie, au-delà de la seule distance physique, en termes d'opposition entre des ensembles socio-spatiaux dominant et dominé. Dans cette perspective, le centre se définit comme le lieu d'attraction des flux, de concentration des pouvoirs, des fonctions économiques et des richesses, tandis que la périphérie reste souvent dépendante du centre, caractérisée par un retard de développement ou des niveaux de vie moins élevés. Les rapports UE-Guyane font ici figure de cas d'école. Mais l'ultrapériphérie vaut aussi pour les atouts « exotiques » et fonctionnels propres aux RUP – valant à ce titre périphéries « intégrées » –, dont l'UE tire parti ou dont elle espère bénéficier dans l'avenir. La Guyane a par exemple pour elle sa position stratégique dans l'espace sud-américain et caribéen, la richesse de ses ressources minières et naturelles, son potentiel écotouristique et biomédical ou encore sa position équatoriale propice aux lancements orbitaux.

Le statut d'ultrapériphérie : opportunité ou marginalisation ?

Traversée par ces contrastes – justifiant l'importance et la diversité des soutiens financiers européens –, la désignation « ultrapériphérique » de la Guyane revient à qualifier, depuis l'Europe continentale, un territoire excentré et excentrique, « marginal » à plusieurs niveaux. Avec ce que la marge recèle de risques et d'opportunités pour le centre, mais aussi de paradoxes pour le territoire guyanais. Car l'ultrapériphérisation vue du continent européen se double d'un effet de polarisation à l'échelle amazonienne : dans son espace géopolitique immédiat, « la Guyane, c'est l'Europe ». « Là-bas » préoccupante par ses difficultés, elle est « ici » perçue comme un territoire particulièrement attractif. Pour les États frontaliers, son statut européen est source d'opportunités de partenariats, de coopérations ou financements : de fait, des programmes comme le PCIA¹ favorisent l'intégration croissante de la Guyane dans la région. Mais cette appartenance européenne s'avère réversible dans ses effets. Soumises aux normes communautaires, les entreprises guyanaises s'estiment pénalisées dans le jeu concurrentiel local. De même, la priorité à donner aux échanges intra-européens rend extrêmement faibles ceux entre la Guyane et ses voisins. Ce sont encore ses liens avec l'Europe qui tiennent la Guyane à l'écart des accords économiques et des marchés de l'UNASUR². Enfin, en maintenant un niveau de vie et de développement relativement élevés au milieu de régions aux indices de développement humain encore faibles, les financements franco-européens entraînent une importante pression migratoire. Les luttes contre les flux de populations et les échanges illicites ont paradoxalement favorisé le renforcement des frontières entre la Guyane et ses voisins, donc une forme d'isolement régional.

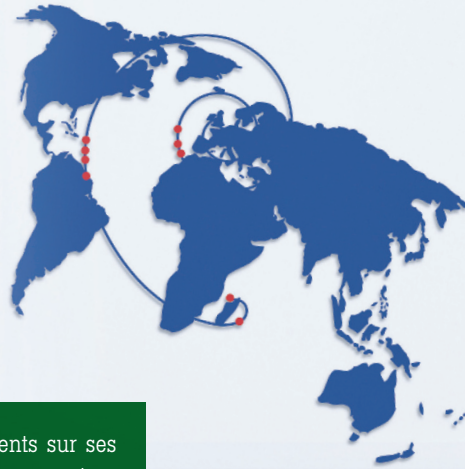
A la fois marge, pôle, interface et îlot européen, le territoire guyanais est porteur de bien des paradoxes induits par son statut de région ultrapériphérique de l'UE. Dans l'équation d'une intégration européenne, un nouveau risque se profile : l'effet des élargissements successifs de l'UE vers des États plus vulnérables qui diminue déjà l'assiette des subventions à distribuer aux « régions en retard de développement », autre catégorisation européenne incluant la Guyane...

¹ Programme européen de Coopération Interreg Amazonie

² Unión de Naciones Suramericanas

9 Régions Ultrapériphériques au cœur de l'Europe d'aujourd'hui et de demain

> AÇORES > CANARIES > GUADELOUPE > GUYANE > MADÈRE
> MARTINIQUE > MAYOTTE > RÉUNION > SAINT-MARTIN



La Commission européenne diffuse de nombreux documents sur ses politiques en faveur des régions ultrapériphériques. Tous ces rapports – comme ici les actes de la XX^e conférence des Présidents des RUP – sont habillés du drapeau de l'Union européenne et d'un logo. Celui-ci positionne sur un planisphère les neuf régions en inscrivant leur localisation dans une spirale. Ce choix peut alors apparaître comme symptomatique : il ancre Bruxelles comme le point fixe autour duquel les différentes régions s'inscrivent dans des révolutions qui s'en éloignent de plus en plus. Ainsi, en dressant de manière discursive une figure unitaire, donnant une continuité à ces situations géographiques, ce logo (carto)graphique alimente un récit qui cherche à suppléer l'effet de marginalisation... mais y parvient-il vraiment ?

Source : site de la Commission européenne <https://ec.europa.eu>

des littoraux de Guyane. Elle étudie plus particulièrement le fonctionnement des plages sablo-vaseuses de Guyane.

Pierre Joubert a travaillé comme géomaticien pour l'Office national des forêts en Guyane de 1998 à 2010. Il a depuis intégré l'équipe du Parc amazonien de Guyane.

Patrick Lacaille est artiste plasticien et enseigne les arts plastiques dans les collèges de l'ouest guyanais depuis 1990. Il est responsable artistique de la formation au Centre d'art de Mana (Carma). Ses projets artistiques impliquent de nombreux créateurs et interrogent les problématiques coloniales contemporaines.

Dennis Lamaison est historien. S'inscrivant dans le courant de l'histoire globale, il travaille sur une déconstruction des archives coloniales permettant de sortir des récits eurocentristes. La Guyane française à l'époque coloniale (xvii^e-xx^e) est son principal terrain d'étude.

Bettie Laplanche est diplômée d'un master en géographie (Lyon III - ENS de Lyon). Elle a travaillé en tant que stagiaire au CNRS en Guyane sur les enjeux de territorialité à Kourou en y intégrant comme outil la cartographie participative.

Grégoire Le Campion est statisticien au CNRS, membre du laboratoire Passages à Bordeaux.

Isabelle Léglise est directrice de recherche au CNRS (UMR SeDyL). Sociolinguiste, elle étudie les mobilités et rapports sociaux sur le plateau des Guyanes et s'intéresse à la prise en compte du multilinguisme dans l'éducation et la santé.

Clémence Léobal est chercheuse au CNRS, au laboratoire Lavue à Nanterre. Sociologue, elle travaille depuis plus de dix ans sur la sociologie urbaine de Saint-Laurent du Maroni et sur le fonctionnement de l'État postcolonial en Guyane.

François-Michel Le Tourneau est géographe et directeur de recherche au CNRS. Spécialiste de l'Amazonie brésilienne, il mène depuis 2016 des travaux sur l'orpaillage clandestin en Guyane française.

Sébastien Linarès est chef de projet en géomatique du ministère en charge de l'écologie. Il travaille en Guyane depuis une vingtaine d'années sur les problématiques de conservation des espaces naturels. Il est actuellement en poste à l'état-major de lutte contre l'orpaillage illégal.

Serge Mam Lam Fouk est professeur émérite à l'Université de Guyane, membre du laboratoire Migration Interculturalité et Éducation en Amazonie (MINEA). Ses champs de recherche sont l'histoire de la Guyane, l'histoire économique, sociale, politique et culturelle.

Marie Masson est professeure d'histoire-géographie au lycée Lama-Prévoit à Rémire-Montjoly et formatrice en Guyane. Elle est co-fondatrice de l'association Concours Carto qui permet aux jeunes de 8 à 18 ans de découvrir et de pratiquer la cartographie.

Marie Mellac est enseignante-chercheuse en géographie, membre du laboratoire Passages à Bordeaux. Elle s'intéresse aux enjeux fonciers agricoles, depuis 25 ans en Asie du Sud-Est et depuis cinq ans en France. Elle travaille actuellement dans une perspective de géographie du droit.

Mickaël Mestre est ingénieur de recherche à l'Inrap à Cayenne. Archéologue, il a dirigé de nombreux chantiers de fouilles préventives et des diagnostics archéologiques en contexte forestier amazonien notamment sur des sites à fossés précolombiens.

Delphine Montagne est géomaticienne à l'Université de Pau et Pays de l'Adour, membre du laboratoire Passages à Pau.

Vincent Morrachini était urbaniste à Saint-Laurent du Maroni au sein de l'EPFA Guyane pendant près de quatre ans. Il travaille dans les domaines de la planification, de la programmation et de l'aménagement urbain. Il a contribué à l'émergence du Maroni Lab.

Valérie Morel est maîtresse de conférences à l'Université d'Artois, membre de l'UR Discontinuités. Géographe, elle travaille en géographie de l'environnement sur la construction des territoires littoraux et les risques naturels et sanitaires en situation littorale et de marge.

Jérôme Murienne est chercheur au CNRS, membre du laboratoire Évolution et Diversité Biologique à Toulouse. Il travaille sur la biodiversité amazonienne et notamment sur le développement de méthodes de suivi de la biodiversité basées sur l'ADN environnemental.

Thierry Nicolas est enseignant-chercheur en géographie à l'Université de Guyane, membre du laboratoire MINEA.

Matthieu Noucher est chercheur au CNRS, membre du laboratoire Passages à Bordeaux. Géographe, il travaille dans le champ de la cartographie critique sur les enjeux socio-politiques de la fabrique et de l'usage de l'information géographique numérique.

Guillaume Odonne est chercheur au CNRS membre du LEEISA, à Cayenne. Ethnobiologiste, il s'intéresse aux dynamiques des savoirs locaux liés à la biodiversité en Amazonie. Entre « traditions » et modernité, il interroge autant leur nature que leurs évolutions.

Aimawale Opoya est habitant du village de Taluwen, féru de culture et d'histoire de son peuple. Il a beaucoup travaillé avec des anthropologues comme Jean Chapuis, et travaille aussi comme traducteur avec Marie Fleury. Artiste réputé, il excelle dans la réalisation des ciels de case. Il a été récemment nommé chef coutumier de son village.

Marianne Palisse est maîtresse de conférences en anthropologie à l'Université de Guyane - LEEISA (Laboratoire Écologie, Évolution, Interactions des Systèmes Amazoniens). Elle travaille sur l'appropriation des territoires en situation de multiculturalité.

Anne Péné-Annette est maîtresse de conférences en géographie à l'Université des Antilles. Elle mène des recherches, depuis une vingtaine d'années, sur les questions de front pionnier énergétique et minier, en particulier dans la Guyane du Venezuela.

Frédéric Piantoni est maître de conférences en géographie à l'Université de Reims Champagne-Ardenne, rattaché à l'UMR Ceped. Il travaille depuis 15 ans sur les effets sociaux et territoriaux des circulations migratoires. Il a publié *L'enjeu migratoire en Guyane, une géographie politique*, Ibis Rouge (2009) et *Migrants en Guyane*, Actes Sud (2011).

Julie Pierson est géomaticienne au CNRS, membre du laboratoire Passages à Bordeaux.

Olivier Pissot est cartographe au CNRS, membre du laboratoire Passages à Bordeaux.

Laurent Polidori est professeur au CNAM en détachement au CNRS, directeur du Centre d'études spatiales de la biosphère à Toulouse. Spécialiste en télédétection spatiale, il travaille principalement sur les environnements tropicaux.

Monique Pouliquen est conservatrice en chef honoraire aux Archives nationales (ancienne section d'Outre-mer) et se consacre à l'histoire de la colonisation française, particulièrement aux Antilles et la Guyane. Elle a participé aux recherches historiques de Jean Hurault sur la Guyane et a notamment publié deux rapports sur les frontières guyanaises, «Contesté du Maroni», «Contesté de l'Oyapock», et une étude sur Jean-Baptiste Leblond.

Jean-Yves Puyo est géographe, professeur des universités, membre du laboratoire Passages à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour. Ses travaux se consacrent à l'étude de l'évolution de la pensée aménagiste (xix^e-xx^e siècles, principalement en contexte colonial) ainsi qu'à celle des rapports géographie - littérature - imaginaire (romans géographiques, BD).

Stéphen Rostain est archéologue et directeur de recherche au CNRS. Il travaille depuis 35 ans en Amazonie, surtout en Guyane et en Équateur, où il a organisé plusieurs projets interdisciplinaires et internationaux, notamment à travers une approche d'écologie historique.

Boris Ruelle est ingénieur d'étude en géomatique. Après une expérience en institut de recherche, il a travaillé quinze ans sur les thématiques urbanisme, habitat, économie et foncier. Il est actuellement responsable du service « Information géographique » de la Collectivité Territoriale de Guyane.

Daniel Sabatier est botaniste, écologue des forêts tropicales, chercheur à l'IRD au sein du laboratoire AMAP.

Mara Sierra Jiménez est géographe, chercheuse post-doctorale à l'Université de Strasbourg au laboratoire Dynamiques européennes. Elle travaille sur la représentation de l'environnement et de la nature chez les jeunes et sur les dispositifs d'éducation à l'environnement et au développement durable pour la jeunesse.

Cyrille Suss est cartographe indépendant. Il travaille principalement pour le monde de l'édition et collabore régulièrement avec les éditions Hachette Livre, Gallimard, Magnard, Autrement.

François Taglioni est professeur des universités à l'Université de La Réunion, membre de l'UMR Prodig et de l'EA OIES. Il travaille sur la thématique des risques sanitaires et animal ainsi que sur la santé environnementale.

Marc-Alexandre Tareau est docteur en ethnobotanique et en anthropologie de la santé. En poste d'ATER à l'Université de Guyane et affilié au laboratoire LEEISA, ses travaux portent essentiellement sur les modes d'interrelations entre humains et nature au sein des différentes populations du Plateau des Guyanes.

Christiane Taubira est économiste. Elle a été Garde des Sceaux ministre de la Justice (2012-2016), députée de Guyane (1993-2012). Elle est également auteure d'essais dont *Nous habitons la Terre*.

Dénétièm Touam Bona est artiste-chercheur, auteur notamment de l'essai philosophique et littéraire *Fugitif, où cours-tu ?* (PUF, 2016), consacré au marronnage et aux formes de vie et de résistance furtives.

Julien Touroult est directeur de l'UMS PatriNat (OFB, CNRS, MNHN), service spécialisé dans les questions de connaissance de la nature appliquées aux politiques de conservation. Entomologiste et ingénieur forestier, il a notamment conduit de nombreux inventaires naturalistes aux Antilles et en Guyane.

Pascal Tozzi est professeur des universités en aménagement de l'espace et urbanisme, habilité à diriger des recherches en science politique et directeur-adjoint de l'UMR Passages. Ses travaux portent notamment sur les enjeux territoriaux de la durabilité et la participation des habitants.

Moïse Tsayem Demaze est géographe, professeur à l'Université de Mans. Il a travaillé en Guyane française entre 1998 et 2008 sur la caractérisation des défrichements agricoles par télédétection. Ses recherches portent actuellement sur les politiques de lutte contre la déforestation en milieu tropical.